

DEUX POIDS, DEUX MESURES
DES MILLIARDS D'EUROS POUR LES BANQUES D'AFFAIRES...
DES MILLIARDS DE PETITS POIS POUR LES BANQUES ALIMENTAIRES



Pétition contre l'augmentation du prix du stationnement au Havre, sur :

<http://www.carlehavre.org>



*Aux membres de la CE de l'UL
* Aux syndicats

Cher camarade,

Lors de notre dernière Commission Exécutive de l'année 2008, nous sommes revenus sur l'année écoulée, avec un constat presque unanime que la situation des salariés dans les entreprises était devenue des plus préoccupantes, l'agglomération havraise n'est pas épargnée (fermetures ou licenciements d'entreprise : Millénium, Plastic Omnium, Renault, Seth / fermetures ou fusions d'écoles : Carco-Kergomard, cité Chauvin...) malgré de nombreuses luttes ou actions, ces derniers mois, qui souvent, malheureusement, n'on pu enrayer la politique de casse du gouvernement et du patronat. Force est de constater, qu'à ce jour, aucun mouvement social d'ampleur n'a réussi à mettre en difficulté Sarkozy et ses alliés du MEDEF, même si ces derniers jours, la tendance est à « reculer » même si certains dossiers ne sont que suspendus (réforme des lycées, travail du dimanche). Après de nombreuses remontées des fédérations, UL, UD, etc... qui souhaitaient un mouvement social à la hauteur des attaques qui sont portées, celles-ci ont portées leurs fruits. A l'appel de toutes les confédérations, il a été décidé d'une journée d'action et de grève interprofessionnelle le jeudi 29 janvier 2009 avec tous les salariés du privé et du public, les chômeurs et les retraités pour les salaires, l'emploi, la protection sociale, les services publics...

Aussi, pour préparer, cette échéance, tout en continuant de revendiquer dans nos entreprises, il a été décidé en lien avec l'UD, d'établir un plan de travail pour réussir cette action interpro, pour des perspectives, au-delà de cette date, bien sur, en fonction de la mobilisation.

La première étape sera l'assemblée de militants du mardi 6 janvier, celle-ci se tiendra à l'UL à Franklin à 10 heures, présence indispensable de tous les syndicats, renouvelée chaque semaine pour faire le point dans nos entreprises sur les modalités de chacune. D'autre part, la Commission Exécutive de l'UL (élargi aux syndicats) se réunira le mardi 20 janvier 2009 pour finaliser le 29 janvier.

Les scores en hausse dans les différentes élections professionnelles et la victoire avec un score renforcée de la CGT aux prud'hommes de 2008 (malgré une mobilisation des militants dans la campagne en deca) .

démontre que la CGT est dans une bonne stratégie, les salariés nous ont envoyé un message, à nous de faire en sorte que l'année 2009, soit une année de luttes et d'acquis sociaux, selon un sondage, 62% de la population s'attendent à un mouvement social, donnons leur raison ! La participation active des membres à la CE de l'UL en fait partie..

Cher camarade, nous souhaitons à vos familles de bonnes fêtes de fin d'année, profitez en bien, la rentrée s'annonce chargée !

Appel des organisations syndicales

CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNSA.

La crise économique amplifiée par la crise financière internationale touche durement une grande partie des salariés dans leurs emplois et leurs revenus. Alors qu'ils n'en sont en rien responsables les salariés, demandeurs d'emploi et retraités, en sont les premières victimes. Elle menace l'avenir des jeunes, met à mal la cohésion sociale et les solidarités ; elle accroît les inégalités et les risques de précarité. Surmonter cette crise implique des mesures urgentes d'une autre nature que celles prises par l'Etat et les entreprises, pour être au service de l'emploi et des rémunérations.

C'est pourquoi, les organisations syndicales (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNSA) appellent les salariés du privé et du public, les chômeurs et les retraités, à une **journée nationale de mobilisation interprofessionnelle le 29 janvier 2009** : elle donnera lieu dans tout le pays à des grèves et des manifestations. Elles appellent à agir massivement et interpeller les responsables gouvernementaux, les responsables patronaux et les employeurs pour :

- **défendre l'emploi privé et public ;**
- **lutter contre la précarité et les déréglementations économiques et sociales ;**
- **exiger des politiques de rémunérations qui assurent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs et des retraités et réduisent les inégalités ;**
- **défendre le cadre collectif et solidaire de la protection sociale ;**
- **des services publics de qualité qui assurent en particulier tout leur rôle de réponse aux besoins sociaux et de solidarité.**

Les organisations syndicales rendront publique le 5 janvier 2009, une déclaration commune développant leurs propositions et revendications.

Paris, le 15 décembre 2009



COMMUNIQUE INDECOSA – CGT

Baisse des tarifs du gaz : le gouvernement joue la montre !

Le Conseil d'Administration de l'association de défense des consommateurs INDECOSA-CGT, réuni ce jour, a pris connaissance de la décision du gouvernement de « geler » les tarifs du gaz naturel durant la période hivernale et de différer au mois d'avril 2009, une « hypothétique » baisse. Pour INDECOSA-CGT, la seule vraie réponse, est une baisse immédiate des tarifs et les consommateurs ne se laisseront pas abuser par de vagues promesses.

L'annonce du porte parole du gouvernement, faite à la sortie du Conseil des Ministres d'hier, ne fait qu'augmenter le désarroi des 11 millions de consommateurs de gaz qui ne comprennent pas qu'avec un prix du baril de pétrole 230% moins cher qu'à la mi-juillet 2008, le prix du gaz naturel ne baisse pas d'un centime d'euro au 1er janvier 2009.

Nul doute que le 5 mars 2009, jour de l'annonce des résultats annuel 2008 du nouveau groupe fusionné GDF-SUEZ, un parfum de scandale sur le prix du gaz naturel ne remplira pas qu'une seule colonne dans les pages de gros quotidiens.

Dans l'immédiat, INDECOSA-CGT revendique un doublement des déductions forfaitaires accordées aux Français bénéficiant de la tarification spéciale de solidarité (tarif social du gaz naturel) et d'étendre cette aide à tous les ménages non imposables au lieu de limiter aux seuls ouvrants droits à la Couverture Maladie Universelle (CMU), à l'image de l'aide accordée aux ménages non imposables qui se chauffent au fioul.

En effet, pour un couple avec un enfant, cette aide au plus démunis représente à peine 50% de la prime à la cuve fioul fixée à 200 € pour l'hiver 2008.

Au-delà de réparer les injustices sociales sur l'utilisation de telle ou telle énergie, qui ne semble pas interpeller le Conseil de la Concurrence et encore moins le Président de la République, INDECOSA-CGT réitère sa demande de mise en place d'un observatoire des prix du gaz naturel au sein de la Commission de Régulation de l'Energie (CRE). Elle serait composée de représentants des associations de consommateurs, des fournisseurs d'énergie, d'élus et des organisations syndicales représentatives des salariés, afin d'en finir avec l'absence totale de transparence qui caractérise le prix du gaz naturel en France.

Montreuil, le 11 décembre 2008

Contact : Arnaud FAUCON, secrétaire national au 06 84 99 16 15

Bientôt Noël, mais les familles ne sont pas à la fête !

Le pouvoir d'achat des prestations familiales continue de baisser malgré une revalorisation de 3% annoncée pour le 1er janvier 2009.

En effet elles ont été augmentées de 1,6% au 1 /1 /12008 pour une inflation constatée de 2,9 %, s'ajoute à ce bilan un manque à gagner de 0,2% pour 2007.

Au total le gouvernement envisage une augmentation de 1,5% au titre de l'année 2009 à laquelle s'ajoute un rattrapage de 1,5% pour les deux années précédentes.

La Cgt revendique une indexation de ces prestations (financées par des cotisations et des contributions sociales) sur l'évolution du salaire moyen.

Pour les prestations logement, la situation n'est pas plus brillante, elles sont calculées sur des loyers plafonds et des forfait charges loin de correspondre à la réalité de ce que payent les ménages pour se loger. Ces paramètres revalorisés de 2,95 % pour 2009, ne rattrapent pas les pertes des années précédentes. La Confédération nationale du logement réclame une augmentation des prestations logement de 20%. Par ailleurs les ressources des familles ouvrant droit à certaines prestations, dont celles du logement, restent indexées sur l'évolution des prix au lieu de celle des salaires. C'est ainsi que chaque année un nombre significatif de familles sont écartées du droit à ces prestations.

La CGT se félicite que l'amendement Marini au projet de budget 2009 qui supprimait de la demi part fiscale de 4,3 millions de parents isolés ayant eu charge d'enfants, ait été abandonné devant les protestations justifiées. Il s'agissait bien d'une mesure injuste au regard des cadeaux fiscaux consentis par ce même Parlement à des catégories sociales privilégiées, bénéficiaires du fameux bouclier fiscal.

Les prestations familiales doivent être revalorisées de façon conséquente pour mieux compenser les charges financières supportées par les parents pour la prise en charge, l'éducation de leurs enfants.

Montreuil le 16 décembre 2009

A quand un tribunal pour les responsables de la tuerie de l'amiante : 100000 décès en France d'ici 2025 ?

Un congrès pour unifier les efforts de lutte contre l'amiante en Europe

STRASBOURG (AFP) — Les participants à un congrès sur la lutte contre l'amiante en Europe, le premier jamais organisé sur ce thème, ont "interpellé" mardi l'Union européenne afin que soit harmonisé le droit sur ce "drame sans frontière" qui tue 100.000 personnes par an dans le monde.

Victimes de l'amiante, avocats, médecins, députés et experts réunis à Strasbourg pour cette "rencontre européenne amiante" ont constaté qu'en Europe, il existe de grandes inégalités dans le dépistage, le traitement des maladies de l'amiante et dans les systèmes législatifs concernant cette question.

« L'explosion de cancers de l'amiante est devant nous »

Santé . la sociologue Annie Thébaud-Mony déplore un rebond du marché dans les pays en voie de développement.

L'amiante est interdit en France depuis 1997, mais où en est-on au niveau mondial ?

Annie Thébaud-Mony. L'interdiction totale concerne une quarantaine de pays dans le monde, essentiellement les pays européens et quelques pays d'Amérique latine, tandis qu'en Amérique du Nord des normes ont permis la réduction drastique de la consommation. Mais malheureusement le marché de l'amiante repart à la hausse à partir des pays asiatiques. En Inde et en Chine, les niveaux d'importation-consommation atteignent des sommets jamais atteints en Europe. Les principaux producteurs sont le Canada, la Russie, la Chine, le Brésil. Les multinationales de l'amiante, comme Saint-Gobain et Eternit en Europe, ont pratiqué un véritable transfert du risque vers le tiers-monde à partir des années 1960.

infos



C'est la crise. Tel est le constat établi par Patrick Deshayes, le responsable CGT du personnel du Grand port maritime du Havre (GPMH). Selon lui, l'activité économique liée au port est durement éprouvée. « On nous tient des discours qui vont à l'inverse de cet état de fait. Pour le port, la crise ne nous touche pas. C'est comme le nuage de Tchernobyl qui s'était arrêté à nos frontières il y a plusieurs années. Pourtant, il faut bien se rendre à l'évidence. Il y a par exemple du

chômage partiel chez tous les opérateurs de maintenance de la place havraise... » explique Patrick Deshayes.

La CGT a été reçue à deux reprises par la direction du GPMH qui lui a présenté son pré-projet stratégique dans ses grandes lignes. « Là encore, on ne tient absolument pas compte de l'évolution de ces derniers mois... Peut-on également porter crédit à un pré-projet rédigé avant son départ par un ancien directeur du Port autonome et qui depuis est devenu directeur général de CMA CGM ? »

Concernant l'outillage et le patrimoine portuaire, le syndicat évoque une « grande braderie... » et des outils « cédés pour une bouchée de pain... » Patrick Deshayes dénonce également l'absence de volet social dans le projet.

Il reste inquiet sur la modification de la circonscription du domaine public maritime qui pourrait entraîner selon lui des modifications dans les prérogatives d'intervention de certaines professions.

La CGT estime que la crise économique ne peut pas permettre d'apporter les garanties promises par l'Etat lors des débats sur le plan de relance des ports français. La CGT du port se sent particulièrement solidaire des salariés qui ont été durement éprouvés par les licenciements au cours de ces derniers mois sur l'agglomération havraise.

Pour manifester son mécontentement, l'heure est également à la mobilisation. « Nous allons entamer de nouvelles formes d'actions la semaine prochaine ou après les festivités... » D'ores et déjà, des tracts qui évoquent la crise actuelle ont été distribués par la CGT.

Sale temps pour les libertés

Edvige, Tarnac, presse inquiétée, enfants "délinquants" et l'on en passe. Y-a-t-il une dérive liberticide du pouvoir sarkozien ?

Dernier épisode médiatique en date, le fait que deux photographes de l'Agence France-Presse aient été empêchés de photographier une manifestation de lycéens à Lyon par les policiers .

L'intersyndicale et la société des journalistes (SDJ) de l'Agence ont réagi pour protester. Officiellement, pour une question -inédite- de "droit à l'image des policiers"

Comme le signale le site **Arrêt sur images**, un des photographes, Jean-Philippe Ksiazek, avait déjà alerté les médias lorsque des manifestants avaient été écartés d'une visite de Nicolas Sarkozy en Isère, au mois de mai.

L'intersyndicale a demandé à la direction de l'AFP de "déposer une plainte contre ces agissements qui portent atteinte à la liberté de travailler".

Dans un autre communiqué, la SDJ "s'inquiète de ces énièmes entraves à la liberté de la presse, à un moment où s'accumulent les pressions de responsables politiques de tous bords envers les journalistes".

Réaction suffisante ? Pas sûr, si l'on en croit le député PS Arnaud Montebourg, qui souligne la complaisance des médias dominants : "**Au mois de juillet 2007, juste après sa prise de fonction, le temps de parole de Nicolas Sarkozy a augmenté de 93% par rapport au mois précédent sur TF1, de 101% sur M6, de 87% sur BFM Télévision, de +79 % sur LCI.**

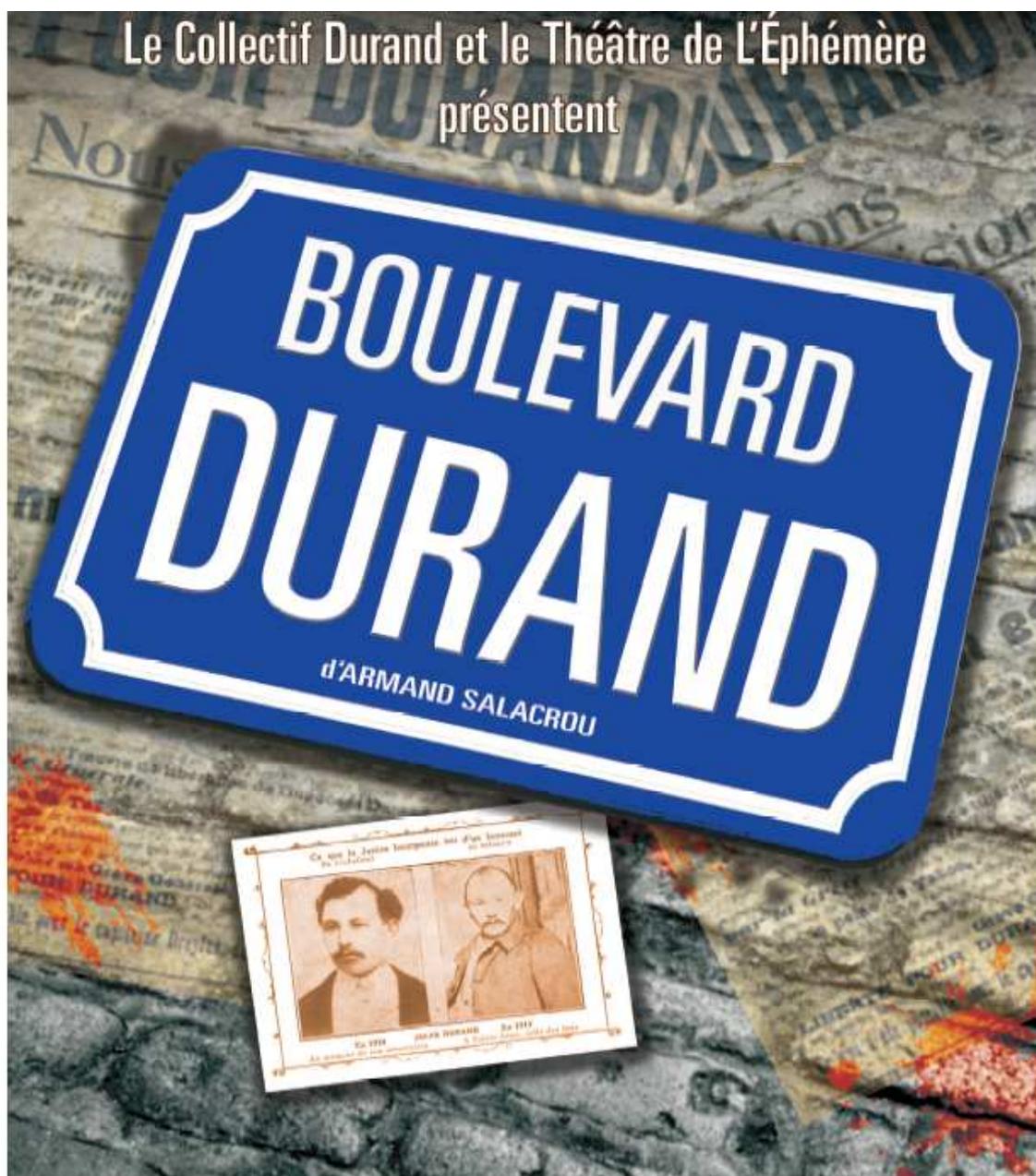
Au mois de septembre 2007, 4 mois après son arrivée à l'Élysée, le temps de parole de Nicolas Sarkozy a augmenté de +256 % sur TF1, de +42 % sur Canal+, de +41% sur BFM Télévision."

L'union départementale CGT de seine maritime et l'association normande de tourisme social VIVATS organisent, en lien avec les camarades du Havre, deux représentations de la pièce d'Armand Salacrou « Boulevard Durand » :

Le 17 Janvier à 19h00 et le 18 Janvier à 15h00

Au théâtre l'écho du robec à Darnétal

Nous vous invitons d'ores et déjà à réserver vos places au prix de 9€ la séance auprès de l'UD





JOYEUX NOEL

L'ensemble de la rédaction de l'hebdo qui clic ainsi que les membres du bureau de l'Union Locale **CGT** du HAVRE, vous souhaitent de passer un joyeux Noël et de bonnes fêtes en famille.

Et n'oubliez pas

Assemblée de militants Mardi 6 Janvier, 10h00 à Franklin



Présence de tous indispensable



Réussissons la journée nationale de mobilisation interprofessionnelle du 29 janvier 2009



T.L.C.
TOURISME LOISIRS CULTURE

LOCATIONS
HIVER 2008 / 2009
FRANCE

36 rue Clovis 76600 LE HAVRE - Tél. : 02 35 21 69 63 - Fax : 02 35 21 82 39 - reservations@tlc.asso.fr

Valmorel
Les Coches
La Norma
Le Corbier
Les Mènuires
St-Sorlin
Les Arcs
Valloire
Val-Thorens
Valmeinier
Châtel
Samoëns
Argentière
Les Carroz
Les 2 Alpes
Chamrousse
Gresse en Vercors
Prapoutel Les 7 Laux
Orcières
Risoul
Les Orres
St-Lary
Font-Romeu
Peyragudes

Antibes / Golfe Juan
Ste-Maxime
Cavalaire
St-Aygulf
St-Briac
Benodet
Kerfany
Noirmoutier

Pour vos
vacances
de Pâques
rendez-vous
en page 20

Montagne et Mer



www.tlc.asso.fr
ensemble plus loin